

Fondation Ildys. Marche à Roscoff le 25 mars

Catherine Le Guen

Le changement de financement des services de soins de suite et de réadaptation (SSR) spécialisés menace le centre Perharidy, à Roscoff et le SSR pédiatrique de Brest. Tous les syndicats de la Fondation Ildys montent au créneau. Une pétition et une marche sont au programme.

Les organisations syndicales lancent la mobilisation dans une démarche unitaire.

Tant que la direction générale de la Fondation Ildys demandera des financements pérennes, nous la soutenons », déclarait, hier, Franck Monfort, délégué syndical CGT au cours d'une conférence de presse intersyndicale sur le site de Ty Yann, à Brest. Direction et syndicats CGT, Sud, CFDT et CFE CGC montent au combat main dans la main depuis l'annonce de la mise en place de la tarification à l'activité dans les services de soins de suite et de réadaptation (SSR) spécialisés.

Brest et Roscoff impactés

Quinze établissements en France sont concernés. Dans le Finistère, la fondation Ildys voit son site de Roscoff de 600 salariés totalement impacté et à Brest, uniquement l'activité de SSR pédiatrique. Brest et Roscoff représentent 80 % de la prise en charge pédiatrique dans le Finistère.

On pensait qu'on avait réussi à sécuriser les financements sur les SSR spécialisés, mais la réforme doit s'appliquer dès le 1^{er} mars. Pour temporiser, le gou-

vernement a prévu 1 % de baisse en 2017, mais il reste 32 % sur les années à venir, sur cinq ans, cela représente 10 M€ », ajoute Franck Monfort.

« Une telle somme est impossible à absorber, cela signifie la fermeture de l'établissement, ce sont 600 emplois qui sont menacés. Avec les emplois induits, cela représente 1.800 emplois menacés en tout », précise Stefano Deblasio, délégué syndical Sud.

Le financement de ces SSR va passer d'un budget global à la tarification à l'activité. Mais ce changement ne prend pas en compte la complexité des situations, soulignent les syndicats. « À Roscoff, on accueille par exemple une personne obèse amputée et qui a besoin d'une dialyse. Ce patient a tout sur place mais la tarification ne prendra en compte qu'une seule de ses pathologies », déplore Pascal Le Page, délégué Sud.

« Le risque, c'est de voir répartir cette offre de soins sur plusieurs établissements au détriment des patients qu'il faudra transporter

et des familles. Ce serait inhumain et contre-productif économiquement. On appelle la population à se mobiliser », ajoute Bruno Baron, délégué syndicat CFE CGC.

Une pétition en ligne

« L'ARS (Agence régionale de santé) a été en accord, voire demandeuse de tous nos projets et le ministère veut une réforme budgétaire qui vient dire le contraire de ce qu'a voulu l'ARS, qui représente pourtant le ministère de la Santé en région ! Les représentants de l'ARS de Bretagne soutiennent la ligne défendue par notre direction et les élus qui ont rencontré le sous-préfet, le 8 février », dit Franck Monfort. Depuis hier, une pétition « Sauvons le centre de Perharidy à Roscoff » a été mise en ligne sur change.org et une marche citoyenne aura lieu le samedi 25 mars, à Roscoff. Un rendez-vous a été demandé au ministère de la Santé, des réunions sont prévues avec les députés ainsi que des distributions de tracts.



Photo: Philippe A. Nizan